

RAPPORT SUR
L'INVESTISSEMENT
2020/2021
PRINCIPALES CONCLUSIONS



Banque
européenne
d'investissement

La banque de l'UE

Bâtir une Europe
intelligente et verte
en temps de COVID-19

Rapport 2020-2021 de la BEI sur l'investissement : bâtir une Europe intelligente et verte en temps de COVID-19 – Principales conclusions

© Banque européenne d'investissement, 2021. Tous droits réservés. De courtes parties de texte, ne dépassant pas deux paragraphes, peuvent être citées en langue originale sans autorisation explicite, dès lors que la source est mentionnée. Toutes les questions relatives aux droits et aux autorisations doivent être transmises à l'adresse suivante : publications@eib.org.

À propos du département Analyses économiques de la BEI

Le département Analyses économiques de la BEI a pour mission de fournir des analyses et des études économiques destinées à aider la Banque à mettre en œuvre ses opérations et à définir son positionnement, sa stratégie et ses politiques. Fort de 40 économistes, le département est placé sous la direction de Debora Revoltella.

Principaux contributeurs au présent rapport

Direction du rapport : Debora Revoltella

Coordination et vérification du rapport : Pedro de Lima et Atanas Kolev

Principales conclusions

Tessa Bending

Les auteurs suivants ont contribué au rapport d'investissement complet.

Introduction : Atanas Kolev.

Chapitre 1 : Atanas Kolev (auteur principal), Laurent Maurin (auteur principal), Koray Alper, Luca Gattini, Jochen Schanz et Patricia Wruuck.

Chapitre 2 : Atanas Kolev (auteur principal), Andrea Brasili, Peter McGoldrick et Jochen Schanz.

Chapitre 3 : Laurent Maurin (auteur principal), Joel Auber, Frank Betz, Rozalia Pal et Patricia Wruuck, en collaboration avec Antonia Botsario, Salome Gvetadze, Helmut Kraemer-Eis, Frank Lang et Wouter Torfs (tous membres de l'équipe Recherche et analyse des marchés du Fonds européen d'investissement).

Chapitre 4 : Fotios Kalantzis (auteur principal), Andrea Brasili et Annamaria Tueske.

Chapitre 5 : Fotios Kalantzis (auteur principal) et Hanna Niczyporuk (Université de New York).

Chapitre 6 : Laurent Maurin (auteur principal), Giovanni Barci, Emmanouil Davradakis, Aron Gereben, Annamaria Tueske et Marcin Wolski.

Chapitre 7 : Christoph Weiss (auteur principal), Julie Delanote, Peter Harasztosi, Désirée Rückert, Antilia Virginie, Sara Amoroso (Commission européenne, Centre commun de recherche, encadré A), Petros Gkotsis (Commission européenne, Centre commun de recherche, encadré A) et Nicola Grassano (Commission européenne, Centre commun de recherche, encadré A).

Chapitre 8 : Julie Delanote (auteure principale), Désirée Rückert (auteure principale), Peter Harasztosi et Julie Callaert (ECOOM, UC Louvain, collaboration pour la préparation des données PATSTAT, encadré A).

Chapitre 9 : Peter McGoldrick (auteur principal), Maïa Debs, Julie Delanote, Atanas Kolev et Désirée Rückert.

Chapitre 10 : Patricia Wruuck (auteure principale), Aron Gereben, Peter McGoldrick, Désirée Rückert, Annamaria Tueske, Daniel Wetzel (Agence internationale de l'énergie, encadré B) et Marcin Wolski.

Comité consultatif scientifique

Giorgio Barba Navaretti (Université de Milan), Eric Bartelsman (Institut Tinbergen), Catherine L. Mann (Citi), Steven Ongena (Université de Zürich), Pier Carlo Padoan, Peter Praet, Jan Svejnar (Université Columbia) et Reinhilde Veugelers (UC Louvain).

Publication de la Banque européenne d'investissement

Responsables de publication : Christopher Shaw, Kevin Barron et Janel Siemplenski Lefort

Mise en page : EIB GraphicTeam

Imprimé sur du papier Munken Polar, bouffant 1.13, FSC® Mix blanc.

La BEI utilise du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC), parce qu'il est fabriqué par des personnes qui aiment les arbres. Le FSC soutient une gestion des forêts de la planète qui allie respect de l'environnement, utilité sociale et viabilité économique.

Nous le savons tous : lire, c'est bon pour nous. C'est bon aussi pour la planète, mais pas sur n'importe quel papier.

Clause de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position de la BEI.



La version complète du *Rapport 2020-2021 sur l'investissement : bâtir une Europe intelligente et verte en temps de COVID-19* peut être téléchargée à l'adresse suivante : www.eib.org/investment-report-2020



print: QH-BR-20-001-FR-C ISBN 978-92-861-4833-0 ISSN 2600-2485 doi: 10.2867/962090
eBook: QH-BR-20-001-FR-E ISBN 978-92-861-4831-6 ISSN 2600-2493 doi: 10.2867/93506
pdf: QH-BR-20-001-FR-N ISBN 978-92-861-4839-2 ISSN 2600-2493 doi: 10.2867/407082

Imprimé par :
Imprimerie Centrale



RAPPORT DE LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT SUR L'INVESTISSEMENT
2020/2021

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Bâtir une Europe intelligente et verte en temps de COVID-19



Banque
européenne
d'investissement

La banque de l'UE

Introduction

Après la pandémie : la stagnation ou la transformation ?

L'Europe est face à un choix. La reprise après la pandémie de COVID-19 offre l'occasion unique d'une transformation, en adoptant les outils innovants qui permettront de prospérer dans un monde nouveau façonné par la pandémie, davantage axé sur le numérique, tout en prenant les mesures nécessaires pour limiter les changements climatiques et s'adapter à leurs effets. Elle donne à l'Europe la possibilité de s'engager fermement sur la voie de la neutralité climatique à atteindre d'ici 2050 et d'affirmer sa primauté mondiale dans le domaine des technologies intelligentes et vertes. Elle représente une chance de réparer les dégâts causés par la pandémie et de renforcer la cohésion sociale.

Mais cette transformation est accompagnée de risques non négligeables. Les incertitudes et les contraintes financières induites par la pandémie pourraient empêcher l'économie de l'UE de s'engager dans la transformation nécessaire. Les dangers sont nombreux : des dépenses publiques massives insuffisamment ciblées, une Europe à la traîne dans la nouvelle vague de transition numérique, ne réussissant pas à passer à l'étape supérieure suffisamment rapidement, perdant les avantages liés à sa position de chef de file dans le domaine des technologies vertes. Si elle ne se montre pas à la hauteur de ces défis, l'Europe connaîtra non seulement une reprise plus lente, mais aussi d'autres difficultés. Sa durabilité, sa compétitivité et sa prospérité pourraient être mises à mal pendant plusieurs décennies.

Ce rapport dresse l'inventaire des investissements nécessaires pour réussir la transformation intelligente et verte de l'économie européenne. Il s'intéresse aux avancées obtenues à ce jour, aux retombées de la pandémie et à ce qui doit être mis en œuvre pour remettre l'économie sur les rails. Il présente un état des lieux de l'investissement et du financement des investissements aux fins de l'atténuation des changements climatiques et de l'adoption des technologies numériques. Il examine comment l'Europe est positionnée face aux enjeux cruciaux que représente l'innovation verte conjuguée à l'innovation numérique, ainsi que le rôle des investissements des municipalités, et les risques et possibilités inhérents à la double transition – numérique et verte¹ – pour la cohésion sociale. Il évalue également les incidences les plus récentes de la pandémie provoquée par le coronavirus et les mesures publiques urgentes requises.

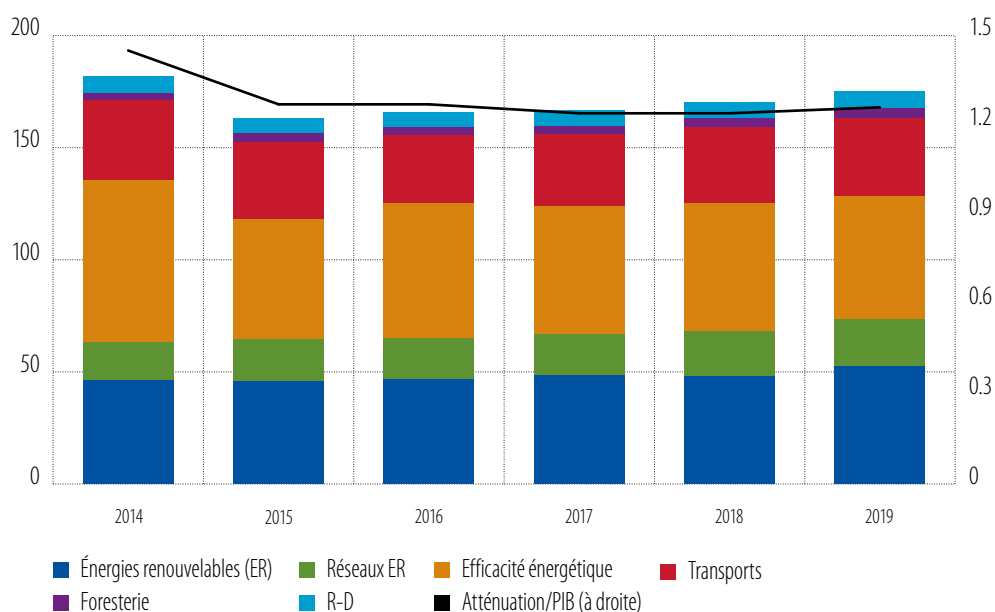
¹ Le concept de la « double transition », qui est employé par la Commission européenne, renvoie aux objectifs de neutralité climatique et de primauté numérique de l'UE.

Investir dans la transition climatique

En 2019, les investissements européens consacrés à l'atténuation des changements climatiques ont augmenté progressivement. Dans l'UE-27, ils ont progressé de 2,7 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 175 milliards d'EUR. C'est dans le secteur des énergies renouvelables que leur hausse a été la plus forte. Dans celui de l'efficacité énergétique en revanche, ils semblent avoir stagné.

En Europe, les investissements dans l'atténuation des changements climatiques sont nettement moins élevés qu'en Chine, mais ils dépassent le niveau observé aux États-Unis – malgré des contextes très différents. La Chine a investi 2,7 % de son produit intérieur brut (PIB) dans des projets en rapport avec les changements climatiques, soit plus que l'Union européenne (1,3 %) et que les États-Unis (0,8 %). L'Union européenne enregistre toutefois une nette avance concernant la réduction des émissions par unité de PIB. Dans l'ensemble, l'UE a d'ores et déjà réduit en grande partie les émissions qui pouvaient l'être plus facilement et les efforts doivent à présent davantage cibler celles qui sont plus difficilement maîtrisables.

Investissements dans l'atténuation des changements climatiques dans l'UE, par secteur (échelle de gauche : Mrd EUR ; échelle de droite : % du PIB)

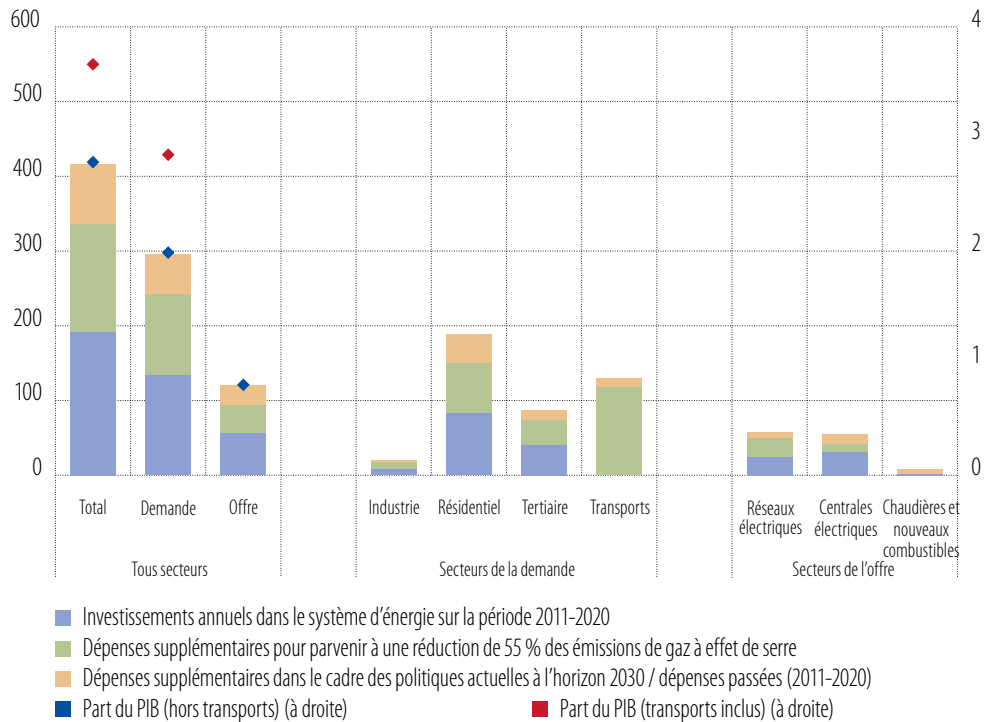


Source : Agence internationale de l'énergie (AIE), Bloomberg New Energy Finance (BNEF), Eurostat, estimations de la Banque européenne d'investissement (BEI).

L'écart se creuse en Europe entre les objectifs en matière de climat et les investissements climatiques mis en œuvre. Depuis 2016, les investissements consacrés à l'atténuation des changements climatiques ont légèrement diminué en pourcentage du PIB et du volume d'investissement global, et cette tendance devrait se poursuivre en 2021. La dernière analyse d'impact de la Commission européenne souligne la nécessité d'augmenter les investissements dans le système d'énergie du continent afin que l'Union européenne puisse atteindre son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici à 2030. La part de ces investissements devrait ainsi passer de 1,3 % du PIB par an (la moyenne au cours de la dernière décennie) à 2,8 % du PIB au cours des dix prochaines années. Si l'on tient compte également des investissements dans les transports, le total au cours de la prochaine décennie devrait atteindre 3,7 % du PIB par an. Les investissements visant l'atténuation des changements climatiques demeurent insuffisants en Europe.

Au cours de la décennie à venir, l'accent doit être mis non seulement sur les investissements des producteurs d'énergie, mais surtout sur ceux des consommateurs d'énergie que sont notamment les entreprises, les ménages et les autorités municipales. Sur le total des investissements supplémentaires nécessaires sur les dix prochaines années, 65 % à 75 % devraient être consacrés à l'amélioration de l'isolation des bâtiments, à la modernisation des procédés industriels, à l'acquisition d'équipements plus efficaces et aux nouvelles technologies de transport.

Dépenses d'investissement annuelles liées à l'énergie sur la période 2011-2020 et besoins estimés pour atteindre les objectifs stratégiques à l'horizon 2030 (échelle de gauche : Mrd EUR ; échelle de droite : % du PIB)



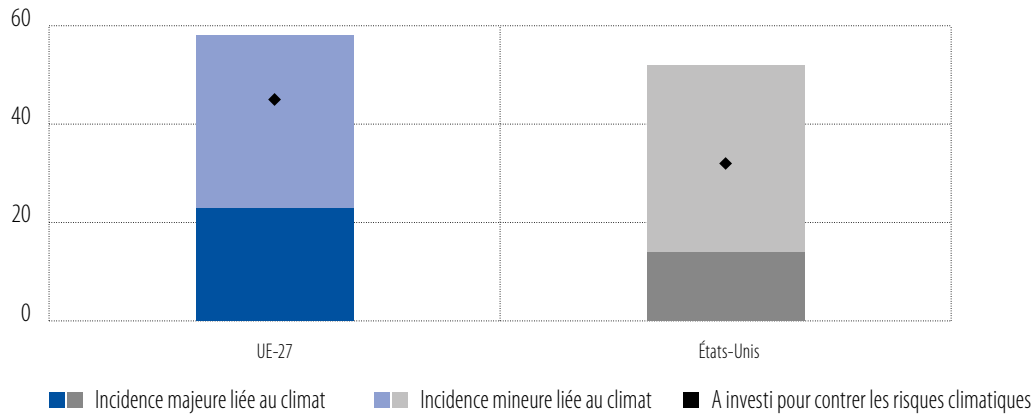
Source : Commission européenne, 2020.

L'enquête de la BEI sur l'investissement (EIBIS) apporte un éclairage nouveau sur les investissements climatiques mis en œuvre par les entreprises européennes :

- **En Europe, 23 % des entreprises affirment que les changements climatiques et les événements météorologiques qui en découlent ont déjà eu des incidences majeures sur leur activité**, contre 14 % aux États-Unis. Par ailleurs, 35 % des entreprises européennes considèrent que ces incidences ont été mineures.
- **Un peu plus de 50 % des entreprises de l'UE considèrent que la transition vers une économie à zéro émission nette n'aura pas d'incidence sur leurs activités au cours des cinq années à venir, et parmi celles qui pensent le contraire, la majorité envisage la transition comme une opportunité.** Les entreprises qui pensent que la transition aura des incidences estiment qu'elle pourrait stimuler la demande et améliorer leur réputation. Toutefois, les entreprises sont davantage susceptibles de considérer l'effet sur leur chaîne d'approvisionnement comme négatif, et celles à forte intensité d'énergie s'attendent à des effets plus négatifs, globalement.
- **45 % des entreprises de l'UE ont investi dans des mesures d'atténuation des changements climatiques ou d'adaptation à leurs effets (contre 32 % aux États-Unis), mais elles sont moins nombreuses à prévoir de tels investissements dans les trois prochaines années.** La proportion varie de 50 % en Europe de l'Ouest et du Nord à 32 % en Europe centrale et de l'Est. Une proportion légèrement inférieure (40 %) d'entreprises européennes prévoient d'investir dans des mesures en rapport avec le climat au cours des trois prochaines années. Une majorité d'entreprises européennes (75 %) affirment que l'incertitude sur le plan réglementaire et fiscal est un obstacle pour les investissements climatiques.
- **La proportion d'entreprises de l'UE déclarant investir dans des mesures d'efficacité énergétique est passée à 47 %, ce qui représente une hausse de près de 10 points de pourcentage par rapport à 2019.** La part moyenne des investissements consacrés à l'efficacité énergétique est passée de 10 % à 12 %, les grandes entreprises et les entreprises manufacturières étant plus susceptibles d'investir.

Principales conclusions

Entreprises déclarant que leurs activités sont déjà exposées aux risques physiques des changements climatiques, et ayant investi pour contrer les risques climatiques (%)



Source : enquête EIBIS 2020.

Si plus de la moitié des municipalités ont augmenté leurs investissements visant l'atténuation des changements climatiques au cours des trois dernières années, deux tiers d'entre elles considèrent toujours que le niveau d'investissement est insuffisant. L'enquête 2020 de la BEI auprès des municipalités révèle que 56 % d'entre elles ont augmenté leurs investissements climatiques, mais que 66 % estiment que ces investissements au cours des trois dernières années ont été insuffisants. En ce qui concerne les investissements visant l'adaptation aux effets des changements climatiques, 44 % les ont augmentés et 70 % les jugent toujours insuffisants. Ainsi, ces investissements pourraient représenter une problématique plus urgente à l'avenir.

Investir dans la transformation numérique

Pour assurer sa prospérité future, l'Europe doit jouer un rôle de chef de file dans la prochaine vague de transformation industrielle, c'est-à-dire celle de la transition numérique. La révolution numérique a déjà transformé des secteurs, des processus de production et des modes de vie et de travail, mais bon nombre de ces transformations ne font que commencer. Comme lors des vagues technologiques précédentes, se positionner rapidement en chef de file peut être primordial pour s'assurer une compétitivité durable. Mais le paysage mondial de l'innovation et de la technologie change rapidement, et l'Europe risque de rester figée dans un rôle de suiveuse en ce qui concerne le numérique.

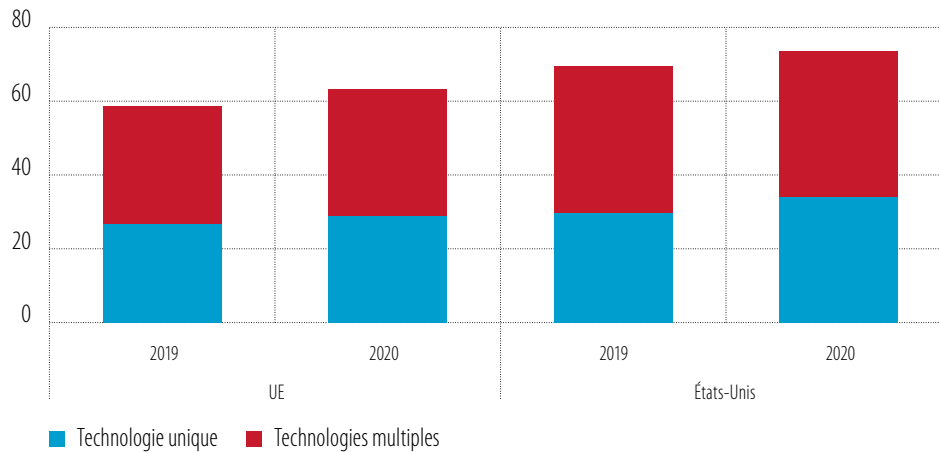
Jusqu'à présent, l'impact de la transformation numérique a été très léger. À l'instar de la première révolution industrielle, les vagues technologiques ont entraîné des changements considérables dans la nature du travail, le lieu où il est exécuté et les compétences nécessaires. La transformation numérique a déjà entraîné un transfert vers des professions hautement qualifiées, avec des emplois qui tendent à être regroupés dans des zones urbaines favorisées, en particulier autour des capitales. Les données de l'enquête EIBIS apportent des éléments intéressants. Les entreprises qui ont adopté des technologies numériques sont également plus productives, plus innovantes et plus susceptibles d'exporter. Elles créent plus d'emplois que celles qui n'ont pas recours au numérique et versent également des salaires plus élevés en moyenne. La transformation numérique a eu un fort effet stabilisateur pendant la crise du coronavirus.

Cependant, pour les entreprises et régions qui accusent un retard, le processus de réajustement s'annonce douloureux. Une tendance à la polarisation économique et géographique se dessine, mettant en contraste la primauté numérique de certaines entreprises et régions avec la lenteur dont d'autres font preuve. La croissance de l'emploi au cours des dernières années a été stimulée par la multiplication de postes plus qualifiés. Dans l'avenir proche, l'accélération de la perte d'emplois faiblement ou moyennement qualifiés sous l'effet de l'automatisation pourrait engendrer des besoins très élevés de reconversion professionnelle.

Les entreprises de l'UE ont de plus en plus recours aux technologies numériques, mais l'écart avec les États-Unis n'est pas encore comblé. En 2020, 37 % des entreprises n'avaient encore adopté aucune nouvelle technologie numérique en Europe, contre 27 % aux États-Unis. Élément encourageant, la proportion d'entreprises numériques dans l'Union européenne a augmenté de près de 5 points de pourcentage par rapport au niveau de

2019, mais les États-Unis ont connu une progression comparable. L'écart avec les États-Unis est particulièrement marqué dans les secteurs de la construction et des services, ainsi qu'au niveau de l'adoption de technologies fondées sur l'internet des objets.

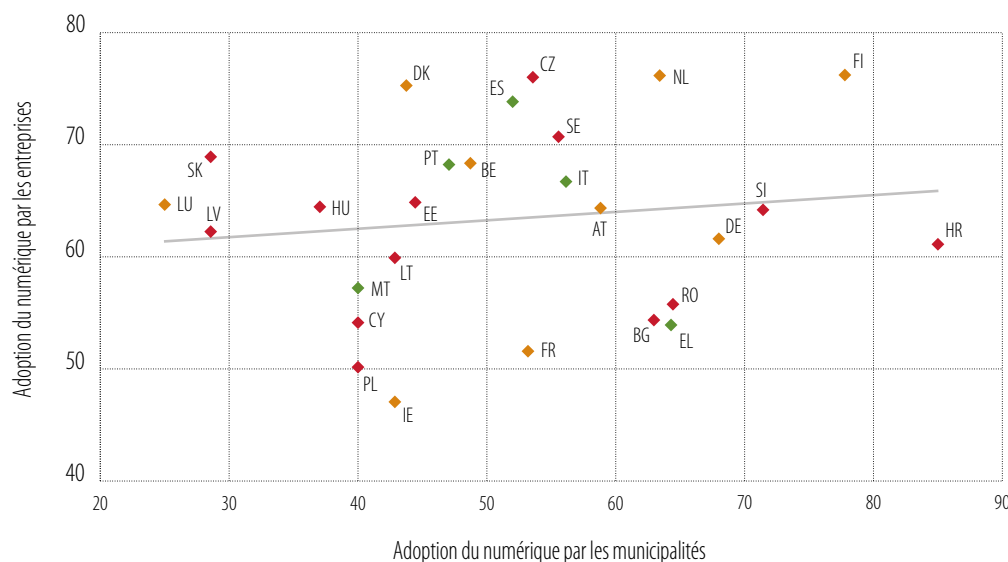
Adoption de technologies numériques (% d'entreprises)



Source : enquêtes EIBIS 2019, 2020.

La taille des entreprises et la fragmentation du marché apparaissent comme des freins à l'adoption du numérique en Europe. Les coûts fixes élevés et les obstacles au financement des actifs incorporels font qu'il est souvent plus facile pour les grandes entreprises d'investir dans les technologies numériques. Les taux d'adoption dans les microentreprises et les petites entreprises sont nettement inférieurs de part et d'autre de l'Atlantique. La taille moyenne relativement petite des entreprises européennes – qui elle-même reflète en partie la fragmentation persistante des marchés européens en fonction des frontières nationales, y compris pour les services numériques – contribue probablement aux faibles taux d'adoption du numérique sur le continent.

Taux d'adoption du numérique par les entreprises et les municipalités (%)



Source : enquêtes EIBIS 2019, 2020 ; enquête 2020 de la BEI auprès des municipalités.

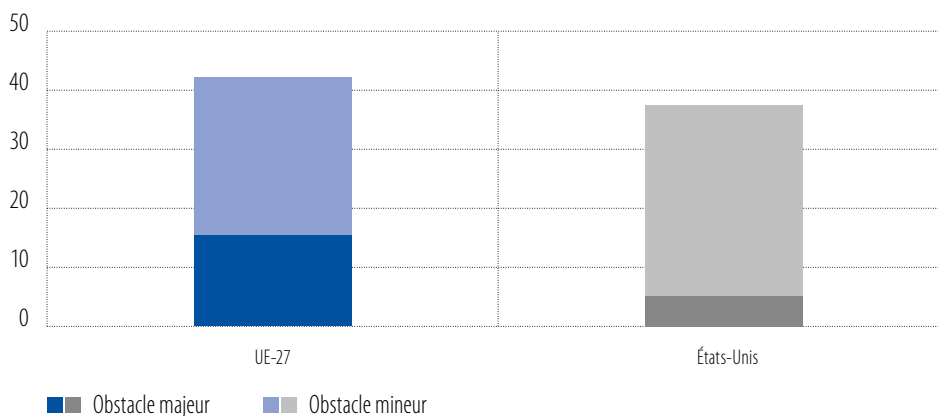
Les investissements des municipalités dans les infrastructures numériques progressent, mais des disparités pourraient entraîner une polarisation encore plus grande. Au cours des trois dernières années, 70 % des municipalités européennes ont augmenté leurs investissements dans les infrastructures numériques. Elles considèrent que le numérique restera à l'avenir une priorité importante, parallèlement aux investissements

Principales conclusions

sociaux et climatiques. On observe toutefois de fortes disparités régionales dans ce qui est considéré comme adéquat en matière d'investissements des municipalités dans les infrastructures. Le manque d'infrastructures numériques est perçu comme un obstacle majeur à l'investissement par 16 % des entreprises de l'UE, contre seulement 5 % aux États-Unis. Par ailleurs, l'adoption du numérique par les entreprises est plus élevée dans les municipalités qui disposent de meilleures capacités et de meilleures infrastructures numériques.

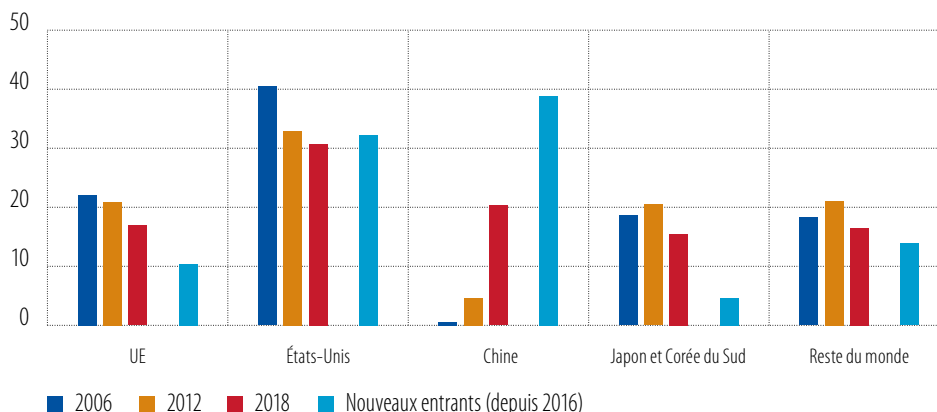
Dans un paysage mondial de l'innovation évoluant rapidement, l'Europe perd du terrain. Bien qu'encore à la pointe de la technologie, l'Union européenne investit moins dans la recherche-développement (R-D), en pourcentage du PIB, que d'autres grandes économies. C'est notamment le cas par rapport à la Chine, qui aspire à jouer un rôle d'acteur majeur. La faiblesse de l'Europe tient au fait que les dépenses de R-D de ses entreprises sont moins élevées. Les entreprises européennes figurent parmi les cheffes de file mondiales de la R-D dans diverses industries traditionnelles, mais elles sont moins présentes dans les secteurs numériques à croissance rapide comme ceux des logiciels et des services informatiques, où les entreprises chinoises commencent à s'imposer face à celles des États-Unis. Par ailleurs, dans l'Union européenne, on voit peu de nouveaux champions de l'innovation, en particulier dans le secteur numérique, ce qui pourrait compromettre la compétitivité à long terme de l'UE.

L'accès insuffisant aux infrastructures numériques perçu comme un obstacle à l'investissement (% d'entreprises)



Source : enquête EIBIS 2020.

Part des 2 500 entreprises cheffes de file au niveau mondial selon le critère de la R-D dans les principaux pays et régions (%)



Source : les calculs de la BEI sont fondés sur le tableau de bord de l'UE sur les investissements en R-D industrielle.

Remarque : le tableau indique la part des 2 500 premières entreprises en fonction des dépenses de R-D pour chaque pays ou région indiquée. Les « nouveaux entrants » sont les entreprises qui sont entrées dans ce classement après 2015.

Conjuguer respect de l'environnement et numérique : où en est l'Europe ?

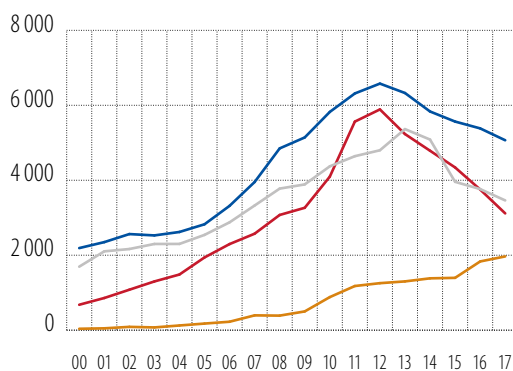
Les technologies numériques joueront un rôle essentiel dans la transition climatique. Une dynamique d'innovation alliant transformation numérique et décarbonation sera ainsi primordiale. Parmi les technologies numériques génériques figurent la mobilité urbaine intelligente et les réseaux intelligents, l'agriculture de précision, les chaînes d'approvisionnement durables et la surveillance de l'environnement. L'essor du télétravail pendant la pandémie démontre que les processus et les produits économiques peuvent être de plus en plus dématérialisés. L'innovation qui s'appuie sur des technologies numériques pour parvenir à des processus plus écologiques revêt une importance stratégique particulière à la fois pour la durabilité et compétitivité futures.

L'Europe est une cheffe de file mondiale de l'innovation verte, et plus encore de l'innovation à la fois verte et numérique. Les États-Unis occupent la première place dans la plupart des domaines du numérique. Toutefois, selon les données les plus récentes, l'Europe a enregistré 50 % de brevets de plus dans le domaine des technologies vertes que les États-Unis, et affiche une avance encore plus nette par rapport au Japon et à la Chine. En outre, l'Europe a enregistré 76 % de brevets combinant les technologies vertes et les technologies numériques de plus que les États-Unis, et quatre fois plus que la Chine. De même, alors que les principales entreprises mondiales dans le domaine de l'innovation numérique sont en grande partie américaines – avec d'éventuels concurrents chinois –, les principaux innovateurs dans les technologies vertes et dans les technologies qui combinent des éléments verts et numériques sont généralement des entreprises européennes, le Japon se classant en deuxième position.

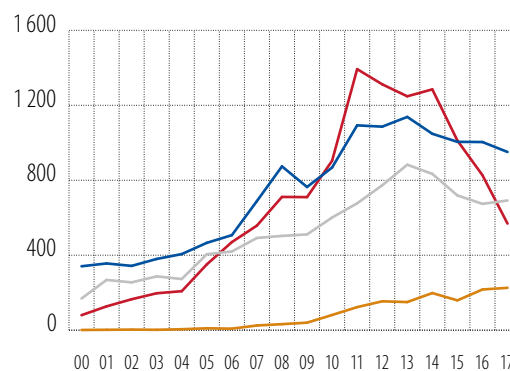
L'Europe devance les États-Unis pour ce qui est des investissements verts et de l'adoption du numérique par des entreprises vertes. Les entreprises européennes sont moins susceptibles que celles établies aux États-Unis d'avoir adopté des technologies numériques, mais elles investissent plus volontiers dans des mesures d'atténuation des changements climatiques ou d'adaptation à leurs effets. La part des entreprises qui effectuent des investissements verts et qui adoptent en même temps des technologies numériques est également légèrement plus élevée en Europe (32 % contre 28 % aux États-Unis).

Dans le domaine de l'innovation qui allie technologies vertes et numériques, se placer rapidement en chef de file peut conférer d'importants avantages. Le développement des technologies vertes représente un large potentiel. Les entreprises qui ont innové dans ce domaine considèrent que la transition climatique conduit à des marchés plus dynamiques, avec l'entrée d'un plus grand nombre de concurrents, sans que cela entraîne nécessairement une perte de leur propre avantage concurrentiel. En outre, les acteurs de l'innovation à la fois verte et numérique sont davantage susceptibles de bénéficier d'un champ d'action plus vaste, plus international. Dans le domaine de l'innovation numérique et verte, qui ouvre l'accès à des marchés potentiellement vastes, les avantages peuvent être considérables, et éventuellement permettre à l'Europe de s'installer dans une dynamique gagnante.

Évolution des brevets verts, par origine géographique



Évolution des brevets à la fois verts et numériques, par origine géographique



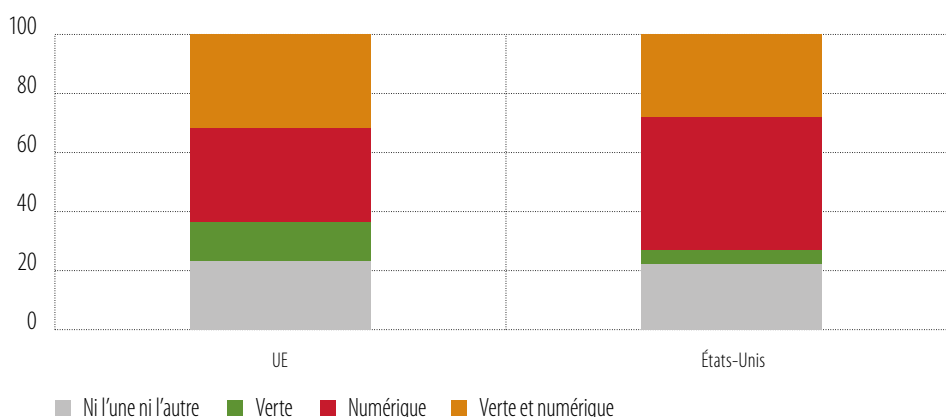
■ UE ■ États-Unis ■ Japon ■ Chine

Source : les calculs effectués par les auteurs sont fondés sur des données provenant de la base de données statistiques mondiales sur les brevets PATSTAT (PCT) et du centre d'expertise en matière de recherche et de suivi du développement ECOOM situé en Belgique.

Principales conclusions

Toutefois, l'Europe pourrait facilement perdre sa primauté dans le domaine de l'innovation à la fois verte et numérique. Lorsque l'on se penche sur la part de brevets cités par d'autres innovateurs, les brevets à la fois verts et numériques d'origine européenne ont un impact plus important que ceux de toutes les autres régions. Cependant, l'impact par brevet est encore plus élevé aux États-Unis pour ce type de brevet. Les lacunes relatives de l'Europe en ce qui concerne l'innovation numérique en général et sa dépendance vis-à-vis des innovations numériques venant d'ailleurs pourraient potentiellement remettre en cause sa position. Néanmoins, l'un des atouts clés de l'Europe réside dans le secteur des transports. L'Europe y occupe une place de premier plan non seulement dans l'innovation verte ou à la fois verte et numérique, mais aussi dans l'innovation numérique au sens large.

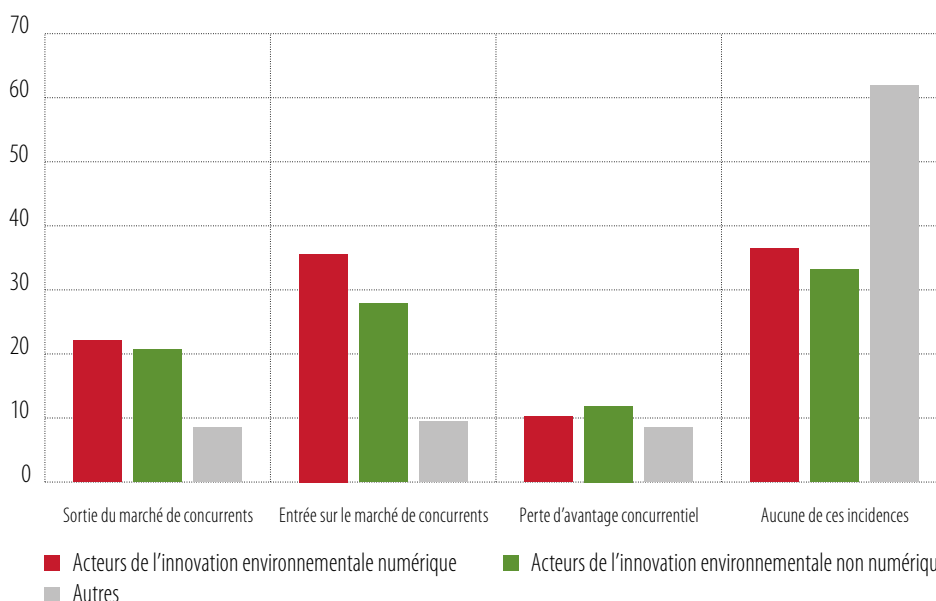
Prévalence des entreprises numériques et vertes, dans l'Union européenne et aux États-Unis (%)



Source : enquête EIBIS 2020.

Remarque : pour les définitions des profils d'entreprise, se reporter au chapitre 8, figure 37, de la version complète du rapport 2020-2021 sur l'investissement.

Impact, tel que perçu par les acteurs de l'innovation environnementale, de la transition climatique sur leur environnement de marché (% d'entreprises)



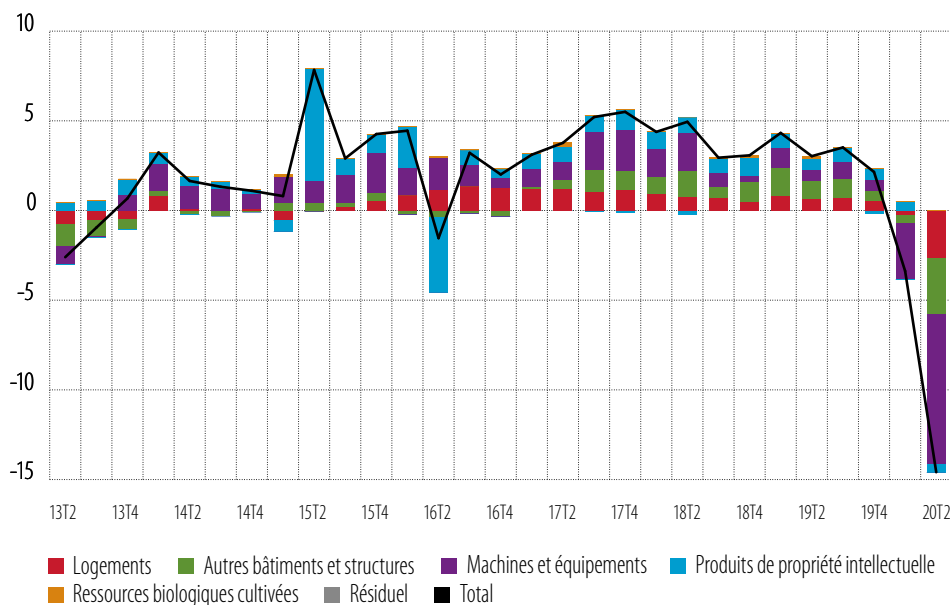
Source : enquête en ligne de la BEI sur les innovations environnementales, 2020.

Remarque : la question posée était la suivante : « Lorsque vous considérez les cinq prochaines années, pensez-vous que la transition vers une économie neutre en carbone aura une incidence sur votre entreprise sous l'une quelconque des formes suivantes ? »

Comment la pandémie de COVID-19 a-t-elle modifié le paysage économique ?

Lorsque la pandémie est apparue, les investissements, précédemment élevés dans la majeure partie de l'Europe, ont brusquement commencé à marquer le pas. En 2019, le volume total des investissements dans l'Union européenne a augmenté d'environ 3 % par rapport à l'année précédente, soit un rythme supérieur à celui de la croissance du PIB réel. Le taux d'investissement à fin 2019 était supérieur à sa moyenne à long terme dans toutes les parties de l'Europe, à l'exception de l'Europe du Sud. Toutefois, l'exacerbation des différends commerciaux internationaux et l'affaiblissement des échanges mondiaux ont commencé à freiner cette progression. Lorsque le coronavirus a commencé à se propager, le ralentissement des économies axées sur les échanges commerciaux, notamment l'économie allemande, a suscité une inquiétude grandissante.

Formation brute de capital fixe (en termes réels) dans l'UE et contribution par type d'actifs (variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente)



Source : Eurostat et comptes nationaux des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs BEI.

L'arrivée de la pandémie en Europe à la mi-mars a eu des conséquences immédiates et dramatiques sur les investissements :

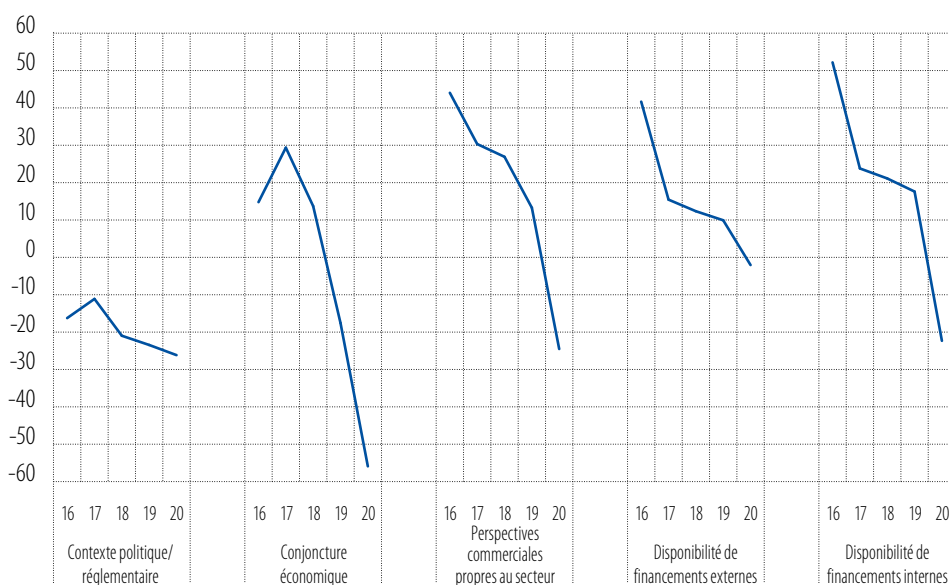
- **L'activité d'investissement s'est brusquement contractée, de même que d'autres activités économiques, sous l'effet direct des restrictions liées au confinement.** Cet effet a été ressenti plus particulièrement au deuxième trimestre de 2020, avec des investissements chutant de 19 % par rapport à l'année précédente, et compte tenu de la levée de la plupart des restrictions en été.
- **Le climat économique s'est fortement détérioré, les entreprises envisageant l'année à venir avec pessimisme.** Déjà négative en 2019, leur perception de la conjoncture économique s'est encore dégradée avec l'arrivée de la pandémie. Les attentes globales concernant les perspectives d'activité pour les différents secteurs et la disponibilité de financements internes et externes sont également devenues négatives.
- **L'incertitude quant à l'avenir a grandi et est devenue un obstacle majeur à l'investissement.** Les indicateurs d'incertitude sont montés en flèche au début de la pandémie. Bien que l'Europe soit parvenue à apaiser les craintes à court terme grâce à sa réponse économique décisive, un degré élevé d'incertitude persiste quant

Principales conclusions

à l'évolution future de la pandémie et de la crise économique qui en résulte. Sans surprise, l'incertitude se distingue désormais comme l'entrave la plus importante à l'investissement, étant considérée comme telle par 81 % des participants à l'enquête EIBIS.

- **Les entreprises de l'UE ont revu leurs projets d'investissement à court terme à la baisse et adoptent une attitude attentiste.** Quelque 45 % des entreprises prévoient de réduire leurs investissements au cours de l'année à venir, tandis que seulement 6 % pensent les augmenter. C'est là un revirement radical par rapport à l'optimisme relatif observé ces dernières années. Parmi les entreprises qui ont décidé d'investir moins en raison de la pandémie, la moitié ont décidé de reporter leurs investissements et 40 % de modifier leurs projets ou d'en revoir la taille.
- **Les investissements climatiques ne seront pas épargnés.** 43 % des entreprises qui prévoient des investissements climatiques au cours des trois prochaines années considèrent que la pandémie aura une incidence négative sur leurs projets d'investissement. D'une manière générale, les projets à grande échelle (tels que les parcs éoliens) ne devraient pas être touchés dans l'immédiat, mais les investissements de plus petite dimension dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, qui dépendent en partie des dépenses des ménages et des entreprises, devraient diminuer.

Facteurs influant sur l'investissement dans l'Union européenne (% d'entreprises prévoyant une amélioration minoré du % d'entreprises anticipant une détérioration)

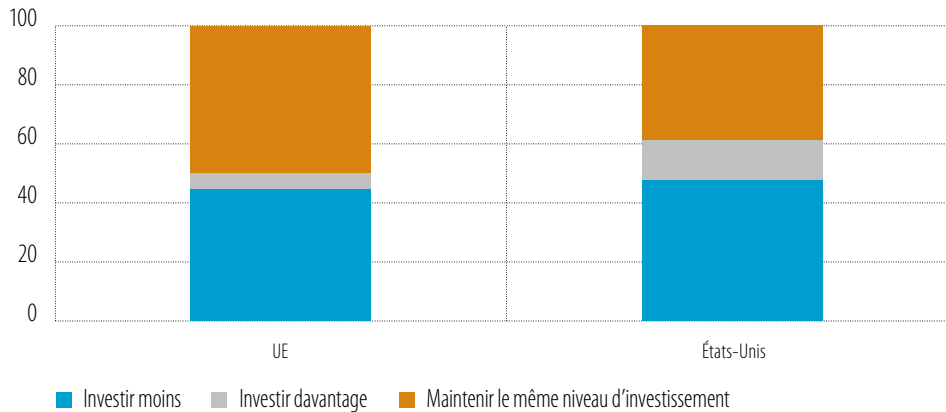


Source : enquêtes EIBIS 2016, 2017, 2018, 2019, 2020.

La pandémie a également suscité des attentes plus élevées parmi les entreprises quant à la nécessité de passer au numérique et d'innover pour s'adapter à l'avenir. Les entreprises restent convaincues de la nécessité de passer au numérique alors même qu'elles réduisent leurs investissements et que l'optimisme décline.

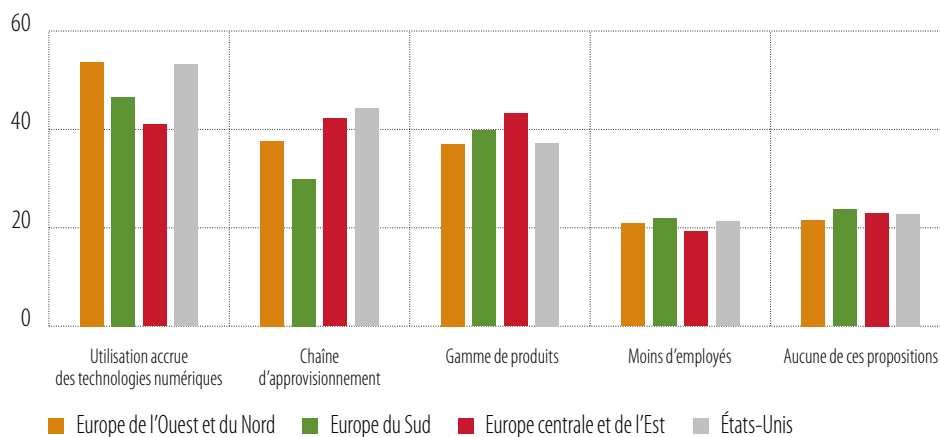
- **La moitié des entreprises européennes prévoient une augmentation de l'utilisation des technologies numériques** à l'avenir comme conséquence spécifique de la pandémie. La proportion est encore plus élevée parmi les entreprises qui ont déjà adopté des technologies numériques.
- **Plus d'un tiers des entreprises considèrent que la pandémie aura des répercussions sur leurs chaînes d'approvisionnement ou sur les produits et services qu'elles proposent,** mettant en lumière la nécessité de s'adapter et d'innover.
- **Quelque 20 % des entreprises prévoient une réduction permanente de l'emploi,** ce qui suggère qu'un nombre considérable d'entreprises sont pessimistes quant à leur capacité à rebondir après la pandémie.

Conséquences de la pandémie sur les projets d'investissement de l'année en cours (% d'entreprises)



Source : enquête EIBIS 2020.

Évaluation par les entreprises des incidences à long terme de la pandémie (%)



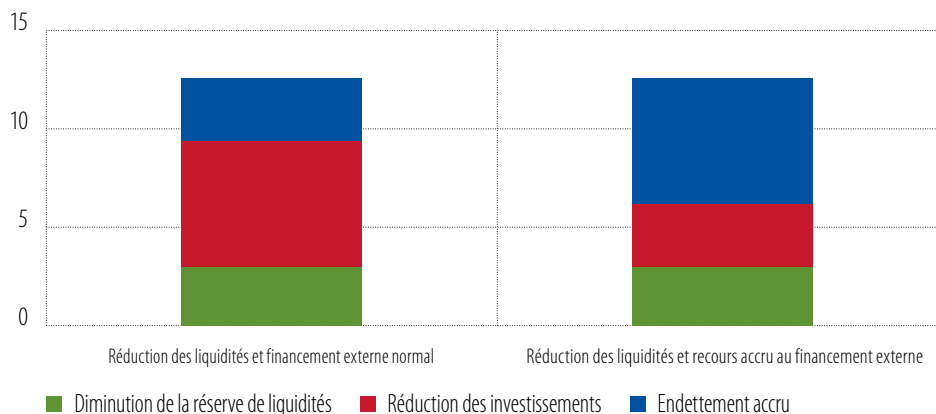
Source : enquête EIBIS 2020.

Remarque : la question posée était la suivante : « Pensez-vous que la pandémie de coronavirus aura des incidences à long terme sur l'un des éléments suivants ? A. votre gamme de services ou de produits ; B. votre chaîne d'approvisionnement ; C. l'utilisation accrue des technologies numériques ; D. une réduction permanente de l'emploi. »

Les effets de la crise sur la situation financière des entreprises laissent présager des conséquences négatives sur l'investissement, la reprise et la transformation structurelle verte et numérique de l'Europe à moyen terme. Les mesures publiques mises en place pour faire face à la crise du coronavirus ont jusqu'ici permis de maintenir l'accès des entreprises au crédit à court terme. Toutefois, l'effondrement de la demande a fait chuter les recettes des entreprises, en particulier pendant les phases de confinement strict. Les petites et moyennes entreprises (PME) ont particulièrement souffert. Selon une estimation prudente, la perte de recettes nettes des entreprises représenterait près de 13 % du PIB au cours de la première phase de la crise. On estime que les entreprises pourraient couvrir 3 points de pourcentage de cette perte en utilisant les réserves de liquidités et d'autres actifs liquides qu'elles avaient constituées avant la pandémie. Mais, pour en couvrir l'intégralité, elles devront réduire leurs investissements ou emprunter davantage. Les données de l'enquête EIBIS montrent que les entreprises continuent de s'appuyer sur des ressources internes pour financer environ 60 % des investissements. Si ce schéma est maintenu, les investissements devraient diminuer dans des proportions correspondant à environ 6,4 % du PIB, ce qui équivaut à une diminution de 48,5 % des investissements des entreprises par rapport à 2019, leur dette enregistrant une hausse représentant 3,2 % du PIB d'après les estimations. Dans un autre scénario, la multiplication par deux de la dette des entreprises n'empêcherait pas un recul des investissements des entreprises de 25 %. La modélisation fondée sur l'évolution passée des investissements des entreprises face aux chocs de la demande et sur l'ampleur du choc résultant de la pandémie de COVID-19 suggère également qu'il faut s'attendre à une baisse comparable des investissements.

Principales conclusions

Incidence de la perte de recettes nettes due à la pandémie sur les liquidités, la dette et les investissements des entreprises dans l'UE, selon deux scénarios (% du PIB de l'UE)



Source : Eurostat, base de données Orbis du Bureau van Dijk et calculs de la BEI.

Remarque : l'estimation repose sur l'hypothèse d'une perte de recettes nettes pour les entreprises égale à 13 % du PIB, dans un scénario « favorable » prévoyant un soutien public accru et une période de trois mois pour un retour à la normale après la période initiale de confinement.

L'augmentation de la dette publique sous l'effet de la crise pourrait constituer une menace à moyen terme pour les investissements publics indispensables. Dans l'ensemble de l'Union européenne, la dette publique devrait atteindre 95 % du PIB d'ici fin 2021, soit une augmentation de 15 points de pourcentage depuis le début de la pandémie. Étant donné que les règles budgétaires du pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne sont temporairement suspendues et que les taux d'intérêt devraient rester très bas, les contraintes pesant sur les dépenses publiques restent limitées. Néanmoins, comme l'a démontré la crise financière mondiale, les périodes de forte relance budgétaire ont très souvent été suivies de périodes de forte correction budgétaire, qui tendent à avoir une incidence particulièrement forte sur l'investissement public.

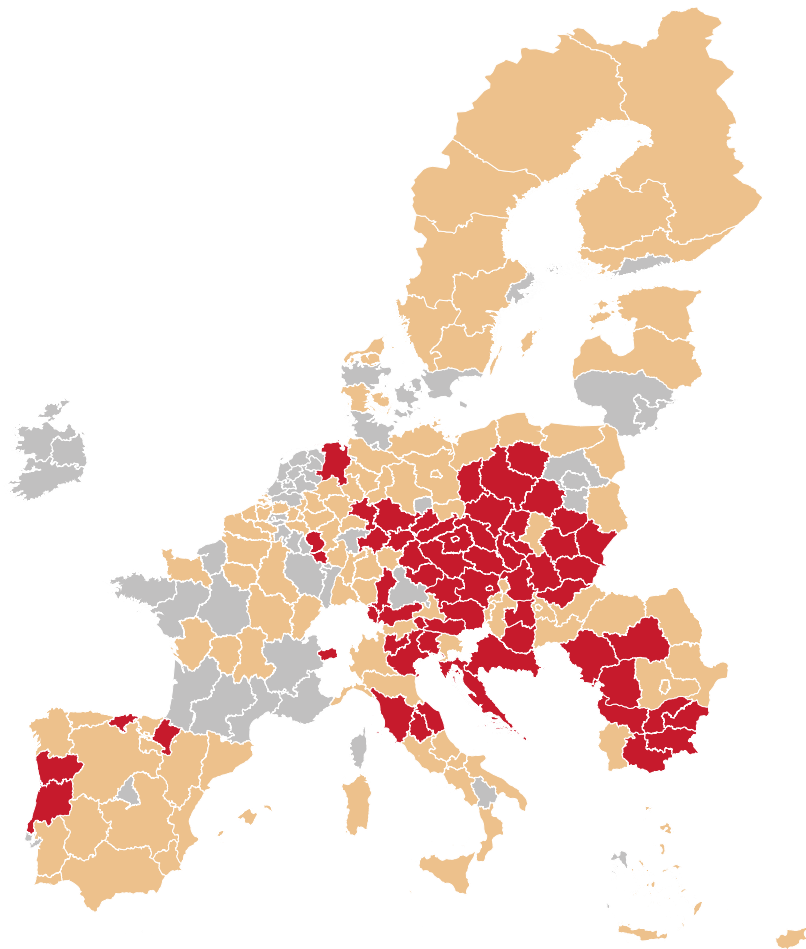
Après la pandémie, la transformation numérique et verte de l'Europe aura un caractère encore plus urgent, mais les investissements nécessaires à cette fin sont menacés. L'Europe est face à une décennie critique pour le succès de la transition climatique et pour le maintien de sa capacité concurrentielle sur le plan technologique. La pandémie a rendu encore plus nécessaires la transition numérique et l'innovation pour l'adaptation des chaînes d'approvisionnement et des gammes de produits à la « nouvelle normalité » qui s'imposera. Mais, elle a aussi érigé d'importants obstacles à la hausse des investissements nécessaires pour la reprise et la transformation. Au nombre de ces obstacles figurent l'incertitude et les répercussions des confinements liés à la pandémie sur la capacité des entreprises à financer les investissements futurs. Une action décisive et tournée vers l'avenir est ainsi nécessaire.

Agir pour une Europe verte, intelligente et unie

Une vision à long terme s'impose pour sortir l'Europe de la crise. La pandémie représente un choc quasiment sans précédent pour les économies de l'Europe et du monde entier. Une réponse urgente, massive et immédiate était nécessaire. En Europe, les dirigeants sont parvenus à limiter les ramifications économiques immédiates du choc, en partie en assurant la disponibilité de liquidités à court terme pour aider les entreprises à survivre. Mais, pour l'avenir, l'Europe doit adopter une vision à long terme de la transformation verte et numérique. La pandémie et ses effets sont l'occasion de relever les défis à long terme auxquels l'Europe est confrontée. Ne pas agir en ce sens serait contre-productif et risquerait de compromettre la reprise économique immédiate.

Il est essentiel de surmonter l'incertitude sur le plan des politiques pour faire repartir l'activité d'investissement, en particulier dans le domaine de la transition climatique. La reprise de l'activité d'investissement des entreprises dépendra en partie d'une réponse publique concertée qui inspirera de la confiance aux entreprises européennes quant à la trajectoire de la reprise et à la constance du soutien public. Les entreprises voient dans l'incertitude réglementaire et fiscale le principal obstacle à l'investissement climatique. Un régime ambitieux mais prévisible de tarification (ou de taxation) du carbone contribuerait grandement à fournir aux entreprises les informations fiables dont elles ont besoin pour investir. La forte progression de la R-D dans le domaine des énergies renouvelables pendant la crise financière mondiale – en partie sous l'impulsion du paquet de l'UE sur le climat et l'énergie – montre à quel point une politique concertée pourrait stimuler l'innovation tout en agissant de manière anticyclique pour aider l'économie à se redresser.

Régions exposées à des risques élevés de dégradation de l'emploi résultant à la fois de l'automatisation et de la décarbonation



Source : calculs de la BEI.

Remarque : en rouge = exposition élevée à deux types de transitions, en lien avec l'automatisation et les pertes potentielles d'emplois dans les industries à forte intensité de carbone ; en orange = exposition élevée à un type de transition ; en gris = exposition relativement faible aux deux types de risques. Régions ultrapériphériques de l'UE non représentées.

Principales conclusions

La transition verte et la transition numérique offrent des possibilités de création de nouveaux emplois, même à brève échéance. Mais, elles risquent aussi de détruire des emplois, au moment même où l'Europe tente de se rétablir. Elles vont faire évoluer le profil des compétences requises et conduire à la suppression ou à la réduction de certains types d'emplois, plus routiniers, par l'automatisation, ainsi que d'emplois dans les secteurs à forte intensité de carbone. Mais elles créeront aussi des nouveaux postes, et l'incidence globale sur l'emploi pourrait être positif. À plus brève échéance, il faut de toute urgence investir beaucoup plus dans la rénovation des bâtiments, l'adoption des technologies numériques et l'amélioration des infrastructures, y compris au niveau municipal, pour donner à l'économie l'impulsion contracyclique dont elle a besoin en matière d'emploi.

Les actions publiques doivent viser à remédier aux disparités régionales et promouvoir la cohésion sociale. Dans toute l'Europe, les écarts dans les progrès réalisés en matière de transition numérique et d'investissements climatiques sont énormes, les entreprises et les municipalités d'Europe de l'Ouest et du Nord étant souvent très avancées, tandis que de nombreuses régions relevant de l'objectif de cohésion courent le risque de rester à la traîne. En même temps, les pertes d'emplois résultant de l'automatisation et de la décarbonation ne seront pas ressenties avec la même intensité dans toutes les régions, les risques de cette double transition tendant à être concentrés en Europe centrale et de l'Est. Des politiques qui favorisent activement la cohésion sociale sont nécessaires, telles que des mesures visant à promouvoir l'emploi, faciliter la réaffectation des travailleurs, promouvoir le travail décent et offrir des possibilités locales aux travailleurs déplacés. Sur le plan positif, les régions les plus à risque tendent également à présenter des besoins et possibilités d'investissement parmi les plus élevés en ce qui concerne l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, d'autres formes de décarbonation et la transformation numérique. Ce sont des domaines dans lesquels InvestEU et le Fonds pour une transition juste peuvent jouer un rôle important.

L'inclusion et la cohésion dépendront d'un soutien actif à la reconversion professionnelle et à la diffusion des compétences numériques. La transition numérique et la transition verte entraîneront une évolution de la demande de compétences. La disponibilité limitée de personnel qualifié demeure le deuxième des obstacles les plus importants à l'investissement (citée par 73 % des entreprises européennes) dans l'enquête EIBIS. Sachant que 42 % de la population de l'UE ne possède pas les compétences numériques de base, il est indispensable de revoir les programmes de formation destinés aux adultes et d'élargir la participation afin de se prémunir contre les risques d'un déficit croissant en matière de compétences des travailleurs et d'une polarisation accrue du marché du travail. La formation en ligne crée de nouvelles possibilités, mais elle doit s'accompagner d'investissements dans une éducation de qualité pour remédier aux inégalités et établir les bases de l'apprentissage tout au long de la vie.

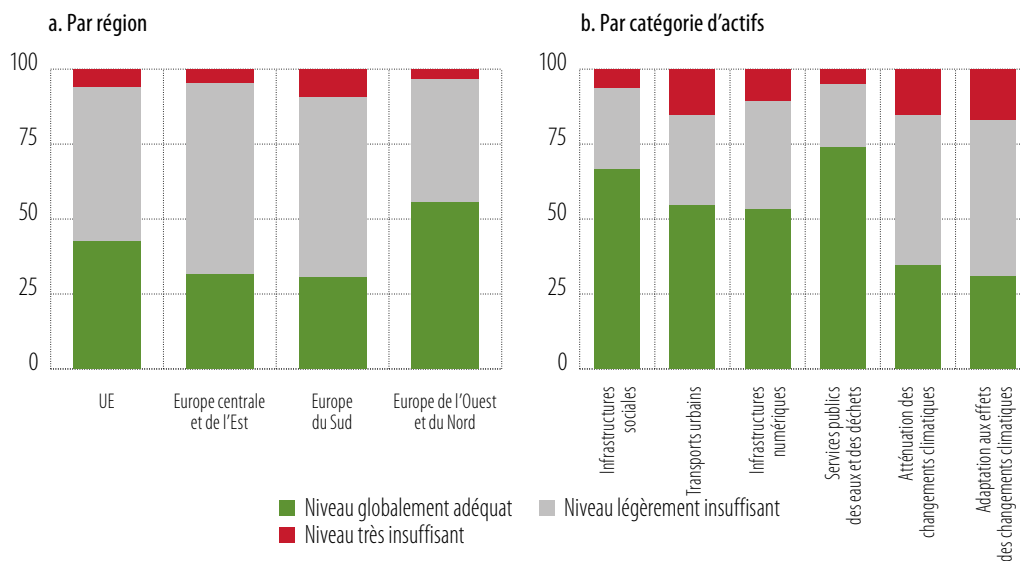
Des investissements publics sont nécessaires, et ce dans la durée, malgré les séquelles financières laissées par la pandémie. Ces investissements avaient légèrement repris avant la pandémie, tout en demeurant inférieurs aux niveaux moyens sur 20 ans. Un léger rebond des investissements dans les infrastructures avait ainsi été observé, après des années de contraction. La plupart des municipalités européennes ont augmenté leurs investissements dans les infrastructures au cours des trois dernières années et prévoient d'accroître la tendance, car elles estiment que le niveau actuel d'investissement reste insuffisant. Les investissements publics ont un rôle vital à jouer dans la transition verte et la transition numérique, en complétant et en facilitant les investissements privés. En temps normal, la forte augmentation de la dette publique observée à la suite de la pandémie aurait pu compromettre ces dépenses. Cette fois néanmoins, les taux d'intérêt extrêmement bas permettent des emprunts publics très bon marché et le coût du service de la dette s'en trouve réduit. Cependant, jusqu'ici, les économies générées ont principalement soutenu les dépenses courantes, et non les investissements. Les investissements publics sont proches de leur niveau le plus bas sur 25 ans, après plusieurs années d'assainissement budgétaire. Des années de sous-investissement ont entraîné une accumulation des besoins d'investissement dans les infrastructures. Et surtout, les défis de la décarbonation et de la transformation numérique imposent une relance des investissements publics qui ne saurait être retardée sans de graves conséquences sur la durabilité et la compétitivité à long terme de l'Europe.

Le soutien financier aux entreprises devra passer de mesures à court terme à la mise à disposition de financements qui favorisent l'investissement et l'innovation, y compris sous forme d'apports de fonds propres. Au début de la crise, la principale priorité était d'apporter une aide immédiate aux entreprises à court de liquidités. Avec la réouverture des économies européennes en été, le soutien a évolué avec pour objectif de garantir un flux approprié de crédit par la mise en place de produits de financement et de garantie destinés aux banques. Cet appui est resté essentiel durant la deuxième vague d'infections. Toutefois, dans l'environnement d'après-crise, il faudra davantage de produits de type fonds propres, comme les prêts d'amorçage-investissement. Les financements en fonds propres sont mieux adaptés pour absorber les pertes et soutenir les activités plus

risquées, dont celles relatives à l'innovation. Il est essentiel de continuer à soutenir l'union des marchés des capitaux dans le cadre de son nouveau plan d'action.

Pour stimuler les investissements climatiques, une plus grande transparence est nécessaire sur les effets et les risques des changements climatiques. La transition climatique nécessitera une mobilisation massive de financements privés. L'intérêt initial de la part du secteur privé est prometteur, mais limité. Les fonds axés sur l'investissement dans le domaine environnemental, social et de la gouvernance d'entreprise sont plébiscités et de nouveaux marchés, tels que celui des obligations vertes, se développent. Toutefois, la croissance reste lente et la prime associée aux investissements verts reste très faible. L'incertitude entourant les risques environnementaux réels et leur incidence sur les actifs financiers limitent le discernement des investisseurs. Le renforcement de l'information, parallèlement à l'élaboration de normes simples et transparentes, à l'image de la taxonomie de l'UE pour les activités durables, devrait contribuer à stimuler la demande des investisseurs. En même temps, les banques ont un rôle majeur à jouer dans un système financier européen qui repose largement sur elles. Les banques centrales et les autorités de surveillance nationales poussent les banques à mieux tenir compte des risques climatiques dans le cadre de leurs prêts, tout en encourageant les investisseurs à approfondir leur connaissance de ces risques. Des lignes directrices en matière de renforcement de l'information et la prise de conscience accrue du stress climatique ont conduit à des écarts plus importants dans les coûts d'emprunt selon qu'il s'agit d'obligations ou de prêts verts ou « bruns », ce qui favorisera de manière croissante l'écologisation de l'économie.

Niveau d'adéquation des investissements dans les infrastructures par les municipalités, tel que perçu par ces dernières, au cours des trois dernières années (%)



Source : enquête 2020 de la BEI auprès des municipalités.

Une réponse coordonnée de l'UE pourrait catalyser la transformation. Les investissements mis en œuvre dans une région ou un État membre de l'UE ont des retombées considérables dans les régions et pays voisins. Les ressources étant disponibles au niveau municipal et jusqu'au niveau européen, la coordination est ainsi essentielle pour maximiser les synergies de ces investissements. Le rôle de coordination des politiques européennes peut contribuer à réduire l'incertitude politique et réglementaire et cultiver la vision d'un avenir numérique et neutre en carbone. Le soutien de l'UE est nécessaire pour créer les conditions d'un financement davantage axé sur les fonds propres pour les entreprises et apporter de la clarté sur les prix du carbone, les produits financiers verts et les risques liés au climat auxquels les banques sont exposées. L'appui de l'UE, avec notamment le Fonds pour une transition juste, est également important pour remédier à la grande divergence des progrès régionaux en matière de transition numérique et de transition climatique, ainsi qu'aux inégalités régionales que ces transitions pourraient exacerber.

RAPPORT SUR L'INVESTISSEMENT 2020/2021 PRINCIPALES CONCLUSIONS



**Banque
européenne
d'investissement**

La banque de l'UE

Banque européenne d'investissement
98 -100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
☎ +352 4379-1
www.eib.org – ✉ info@eib.org

- 🐦 twitter.com/EIB
- 📘 facebook.com/EuropeanInvestmentBank
- 📺 youtube.com/EIBtheEUbank

print: ISBN 978-92-861-4833-0
eBook: ISBN 978-92-861-4831-6
pdf: ISBN 978-92-861-4839-2